

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Alastair-Crooke-Forcer-le-choix-De-quel-cote-de-l-histoire-etes-vous>

Alastair Crooke : Forcer le choix : De quel côté de l'histoire êtes-vous ?

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 9 mars 2022

Description :

Alastair Crooke : Forcer le choix : De quel côté de l'histoire êtes-vous ? La Russie et la Chine font une démonstration de force pour forcer un retrait dans les limites de l'hégémonie étasunienne (...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Russie et la Chine font une démonstration de force pour forcer un retrait dans les limites de l'hégémonie étasunienne.

Il est de plus en plus évident que l'Occident n'a pas eu de stratégie diplomatique pour faire face à la crise ukrainienne, au-delà de l'hystérie provoquée par les opérations psychologiques. Les dirigeants occidentaux n'ont pas apprécié à sa juste valeur le point d'inflexion géostratégique plus large provoqué par la déclaration Poutine-Xi Pékin, ni la détermination avec laquelle elle serait mise en oeuvre. Au contraire, l'Europe a suivi le réflexe habituel du Merkelisme (du nom de l'ancienne chancelière allemande), qui consiste à éviter de prendre des décisions difficiles, à masquer les schismes stratégiques avec un peu d'argent liquide, à ajouter beaucoup d'édulcorants, puis à donner un coup de pied dans la fourche.

En conséquence, l'Occident a fait une gaffe et s'est retrouvée dans une crise qui a fait s'effondrer l'ordre occidental fondé sur des règles. En fait, il n'y a pas eu de véritable négociation, et il n'y en aura pas. Poutine a été cloué au pilori comme « un Hitler », qu'il faut arrêter à tout prix (ce qui implique une action militaire, ainsi que des sanctions). L'ordre unipolaire des règles occidentales a été rompu le 21 février, et deux sphères mondiales vont se déchirer jusqu'à ce que la douleur devienne insupportable. L'Europe, plus que partout ailleurs, est confrontée à une perspective désastreuse qui l'entravera économiquement et socialement, pendant une décennie, car elle perd la guerre des sanctions.

Si l'Europe opte pour cette diabolisation à grande échelle de Poutine et de la Russie (reflétant peut-être une profonde anxiété), le reste du monde sera mis à l'épreuve, sous la forme d'un ultimatum armé.

Cela a déjà commencé au Moyen-Orient : Les responsables américains demandent des comptes sur toutes les transactions et importations liées à la Russie. Ils veulent que les achats, qu'il s'agisse de denrées alimentaires ou de marchandises, soient complètement arrêtés. Ce n'est toutefois qu'un début.

L'ancien président russe Dmitri Medvedev, en s'attaquant aux sanctions de l'Ukraine occidentale contre la Russie, a appelé Moscou à répondre de manière symétrique et a déclaré que les sanctions pourraient « *devenir une bonne raison de reconsidérer enfin toutes les relations avec les pays qui les imposent* », ainsi qu'une discussion sur la « *stabilité stratégique* ». « *Nous n'avons pas vraiment besoin de relations diplomatiques* », a-t-il écrit. « *Il est temps de mettre des cadenas sur les ambassades* ».

Alors, est-ce que c'est à cela que ressemblera le nouvel ordre mondial émergent : D'un côté, l'Europe et les États-Unis demandant aux États du Moyen-Orient d'imposer des sanctions à la Russie, et de l'autre, Moscou surveillant rigoureusement ceux qui le font ?

Certains États seront plus touchés que d'autres, mais de manière différente. La Russie et la Chine font une démonstration de puissance pour forcer un retrait dans les limites de l'hégémonie des États-Unis. Le pouvoir est une question de perception - il s'agit de jeter un sort aux gens. Les gens s'en remettent à l'autorité. Vous l'avez - jusqu'à ce que (soudainement) vous ne l'ayez plus. Le charme est rompu, et l'empereur se tient nu. Jusqu'à ce que la Chine et la Russie parviennent à déployer leur puissance de manière efficace, elles seront le nouveau « sort ». Le nouvel « accessoire » (terme de W.B. Yates).

L'Iran et la Syrie y réfléchiront attentivement. Et tous les États observeront où le « pouvoir » s'arrête finalement. Ce

sont les premiers jours. L'Occident émet sans aucun doute beaucoup de bruit, mais comment interpréter l'extrême colère de l'Occident ? Simplement ceci : En fin de compte, il y a la réalité. Et cette réalité - c'est-à-dire ce que l'Occident peut y faire - est tout ce qui compte.

C'est-à-dire... peu de choses.

Ainsi, d'un côté, l'Iran peut voir que Biden aimerait voir plus de pétrole brut sur le marché et voir son prix chuter (le prix de l'essence aux États-Unis est un indicateur crucial avant les élections américaines). Les négociateurs iraniens doivent savoir que le moment ne pourrait guère être plus propice pour presser les « pépins » de Biden sur les sanctions.

Mais il y a aussi la question de la montée et du déclin du pouvoir et de l'autorité. Un accord avec l'Iran sera présenté par la « machine » occidentale comme une preuve de l'isolement de Poutine et du rejet de ses actions en Ukraine ; de son abandon par l'Iran qui choisit de rester dans l'ordre économique occidental - confirmant ainsi la continuité de son pouvoir.

Bien sûr, ce serait totalement faux. Un mensonge. L'Iran soutient les actions de la Russie en Ukraine. Pourtant, il sera présenté comme le contraire - c'est aussi la « réalité » d'aujourd'hui (malheureusement). Bien sûr, l'Iran a rassuré Moscou à plusieurs reprises, mais soyez sûrs que les Russes regarderont avec des yeux plissés à la vue d'un allié qui passe un accord avec un ennemi (même si cet accord peut rendre leur allié plus fort). C'est dans la nature humaine de ne pas apprécier qu'un ami s'acoquine avec un ennemi.

Cela laisse Israël avec un double paradoxe : qu'espèrent-ils ? Une Russie plus forte, et un Iran qui évite l'accord de Biden (avec l'Iran à la remorque de la Russie, pour ainsi dire), ou une « Russie plus faible », mais avec un Iran rendu plus fort par Biden qui lui accorde un accord très généreux ? L'Iran pourrait tenter les deux, bien sûr !

Et le deuxième paradoxe du « nouvel ordre mondial » d'Israël ? Eh bien, comment gérer l'embarrassante division entre le fait d'avoir un pied à Moscou (pour des raisons liées à la Syrie) et celui d'apparaître comme étant sans réserve dans le camp de Biden.

Israël a une véritable difficulté ici. La sympathie du public va aux Ukrainiens. 2500 juifs ukrainiens tentent d'émigrer en Israël. Le président - Zelensky - est juif, et de nombreux Israéliens considèrent que l'Ukraine est profondément liée aux juifs - à la fois en bien et en mal (le premier massacre allemand documenté en 1941 a été celui des juifs de Kiev : 33 771 ont été tués en un jour).

Soutenir l'Ukraine aligne Israël avec l'administration Biden ; mais même cela est problématique - car des [rapports](#) révèlent que la CIA (depuis 2015) gère un camp d'entraînement pour les néo-nazis en Ukraine, afin de dissuader la Russie. « L'Ukraine a vraiment un [problème d'extrême droite](#), et ce n'est pas une fiction de la propagande du Kremlin. Et il est grand temps d'en parler », a expliqué le journaliste et expert de l'extrême droite ukrainienne, Michael Colborne, qui a écrit un livre sur le mouvement Azov.

Pour gérer ces « divisions » gênantes, Israël a rejeté la demande des États-Unis de se joindre aux parrains de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant la Russie ; et bien qu'Israël ait publiquement exprimé son soutien à l'Ukraine et que le ministre des Affaires étrangères Yair Lapid ait officiellement [accusé la Russie](#) de l'attaque, Israël a essayé de maintenir une position vague vis-à-vis de Moscou.

Là encore, il n'est pas facile de chercher à paraître neutre. En fin de compte, Israël a été contraint de prendre une

décision. Le résultat : Israël est maintenant à l'avant du camp Biden, et cela pourrait être nettement inconfortable - voire douloureux. Il y a un mois, des avions russes et syriens ont patrouillé conjointement sur le plateau du Golan, près de la frontière d'Israël, dans le cadre d'une opération de routine, selon la Russie. En effet, dès qu'Israël a publié une déclaration de soutien à l'Ukraine, la Russie a [déclaré](#) qu'elle ne reconnaissait pas « *la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan, qui est une partie inséparable de la Syrie* ».

Cette histoire risque de se poursuivre : « Forcé de décider » - de quel côté de l'histoire vous situez-vous ?

Alastair Crooke* pour [Al-Mayadeen](#)

[Al-Mayadeen](#). Beyrouth, le 6 mars 2022

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

Traduit de l'anglais par : [Réseau International](#)